



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

SITUATION EN ISRAËL

Question au Gouvernement n° 1175

Texte de la question

SITUATION EN ISRAËL

Mme la présidente. La parole est à Mme Mathilde Panot. (*Les députés du groupe LR quittent l'hémicycle.*)

Mme Mathilde Panot. Nos pensées se tournent à cette heure vers le Proche-Orient, où les peuples israélien et palestinien souffrent, encore une fois. Je souhaite, depuis cette assemblée, exprimer une pensée emplie d'humanité pour les otages et les civils tués en Israël par les actes de terreur perpétrés par le Hamas, ainsi que pour les civils qui, à Gaza, sont tués sous les bombes de Tsahal. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES et sur quelques bancs du groupe Écolo-NUPES.*)

Nous condamnons tous ces crimes de guerre. Un seul message doit parvenir du concert des nations en cette heure si grave, nullement propice aux polémiques franco-françaises (*Exclamations sur les bancs du groupe RE*) : cessez-le-feu ! Tel est le message du secrétaire général des Nations unies, celui du pape et celui de Lula, dont le pays préside actuellement le Conseil de sécurité des Nations unies.

M. François Cormier-Bouligeon. Condamnez le Hamas clairement !

Mme Mathilde Panot. Cessez-le-feu ! Car le pire est à prévoir, quand le ministre de la défense israélien décide le siège de Gaza, privant 2 millions de civils d'eau, d'électricité et de nourriture (*Vives exclamations sur les bancs des groupes RE et Dem*),...

Un député du groupe RE . Indigne !

Mme Mathilde Panot. ...soit une violation du droit international devant laquelle la France ne peut rester silencieuse. (*Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe RE.*)

Mme la présidente. Chers collègues, s'il vous plaît !

Mme Mathilde Panot. Nous n'avons jamais eu autant besoin du courage de la paix que dans ce moment. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES.*)

Cela fait trop longtemps que la communauté internationale laisse la situation s'envenimer. Deux communiqués du Quai d'Orsay et un communiqué du Président de la République, mais pas un appel au cessez-le-feu, pas une fois le mot paix ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES. – Huées sur divers bancs.*)

M. Bruno Millienne. C'est honteux, madame Panot !

M. Rémy Rebeyrotte. Vous êtes complices du Hamas !

Mme Mathilde Panot. Notre pays rompt avec la tradition diplomatique qui est la nôtre au Proche-Orient depuis soixante-cinq ans. Il nous faut œuvrer au rétablissement d'un processus de paix qui mène à deux États, sans quoi les horreurs passées s'amplifieront non seulement des atrocités présentes, mais aussi des désastres à venir. (*Les députés du groupe Dem et de nombreux députés des groupes RE et LIOU quittent l'hémicycle, ainsi que quelques députés non inscrits. – Les députés du groupe LFI-NUPES se lèvent et applaudissent longuement.*) Aucune paix durable ne peut voir le jour sans respect du droit international ni sans qu'il ne soit mis fin à la colonisation.

Madame la Première ministre, retrouverez-vous la voix indépendante portée par la France de Charles de Gaulle à Jacques Chirac, cette voix d'une France qui est écoutée quand elle parle, cette voix qui fait entendre la parole de la paix et qui ne s'aligne pas sur les positions va-t-en-guerre d'un gouvernement d'extrême droite, cette voix qui réaffirme que toutes les vies comptent sans exception ?

M. Rémy Rebeyrotte. Vous êtes complices du Hamas !

M. François Cormier-Bouligeon. Ça suffit, vous êtes la honte de cette assemblée !

Mme Mathilde Panot. La France va-t-elle retrouver le langage de la paix ? (*Les députés du groupe LFI-NUPES se lèvent et applaudissent. – Protestations sur plusieurs bancs du groupe RE.*)

M. François Cormier-Bouligeon. Complices !

Mme la présidente. La parole est à M. Sylvain Maillard. (*Les députés du groupe RE se lèvent et applaudissent longuement.*)

Mme la présidente. Chaque groupe politique s'étant exprimé, la parole est à Mme la Première ministre.

Mme Élisabeth Borne, *Première ministre.* Ce samedi 7 octobre, l'horreur s'est abattue sur plusieurs villes d'Israël. Quelques heures plus tard, nous allions découvrir l'ampleur, la gravité et la barbarie de l'attaque terroriste commise par le Hamas : des tirs de roquettes massifs visant des civils ; des femmes, des hommes, des personnes âgées, des enfants exhibés, humiliés, pris en otage, tués. Ces images ont été un choc, elles étaient probablement encore en deçà de la réalité.

Dans les heures qui ont suivi, nous avons découvert 260 victimes dans le désert – des jeunes femmes et des jeunes hommes sauvagement tués. Ce matin encore, nous avons été frappés par l'horreur avec la découverte d'un charnier d'une centaine de corps dans le kibbutz de Beeri, à l'est de Gaza. Ces drames ont un retentissement particulier en France, où l'on connaît trop bien le prix et les souffrances du terrorisme. Notre pays a un rôle à tenir pour défendre toujours la démocratie et la liberté. Je veux dire à nouveau mon soutien aux victimes et à leurs familles, dont nous partageons la douleur. Comme vous l'avez fait, mesdames et messieurs les présidents de groupe, permettez-moi d'avoir une pensée particulière pour les familles françaises qui souffrent aujourd'hui. (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

À l'heure actuelle, nous déplorons le décès de quatre de nos ressortissants, et restons sans nouvelles de treize de nos compatriotes dont la situation est extrêmement préoccupante : certains – dont un enfant de douze ans – sont probablement pris en otage. Mes pensées vont vers les familles, avec lesquelles nous sommes en liaison constante. Et, en lien avec Air France, nous veillons à ce que les vols puissent reprendre au plus vite.

M. Meyer Habib. C'est urgent ! Urgent !

Mme Élisabeth Borne, *Première ministre .* Nous sommes face à une attaque terroriste commise par un groupe, le Hamas, que la France comme l'Union européenne reconnaissent comme un groupe terroriste (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, RN, LR, Dem, SOC, HOR, Écolo-NUPES, GDR-NUPES et LIOU*) ;...

Mme Blandine Brocard. Il faut nommer correctement les choses !

Mme Élisabeth Borne, Première ministreune attaque odieuse et inacceptable commise avec l'aide du Djihad islamique, qui a revendiqué ces actes. Tout à l'heure encore, le Président de la République s'est exprimé dans les termes les plus clairs : comme l'ensemble des démocraties du monde, nous condamnons ces actes avec la plus grande fermeté et sans ambiguïté. C'est la seule réponse possible. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, LR, Dem et HOR. – Mme Anna Pic et M. Stéphane Peu applaudissent aussi.*)

Ne nous trompons pas sur ce qui vient de se passer : l'ampleur de l'opération, mais aussi sa complexité et son exécution, montrent que nous faisons face un changement d'échelle. Cette barbarie et ce niveau de violence inimaginable nous rappellent les pires moments de notre combat contre l'État islamique. Ceux qui ont soutenu, financé et armé le Hamas...

M. Nicolas Sansu. Le Qatar !

Mme Élisabeth Borne, Première ministreont basculé avec lui dans l'ignominie. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, LR, Dem et HOR.*)

Dans ces heures graves, la responsabilité doit guider notre action. Notre message est clair, le Président de la République l'a rappelé ce matin : tout d'abord, nous nous tenons aux côtés d'Israël et sa population et les assurons de notre soutien total. (M. Meyer Habib applaudit.) Face au terrorisme et à la barbarie des attaques terroristes, ils ont le droit de se défendre : personne ne peut leur dénier ce droit. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, Dem, HOR et LIOT, ainsi que sur quelques bancs des groupes RN et LR.*)

M. Jérôme Guedj. C'est vrai.

Mme Élisabeth Borne, Première ministre . Ensuite, nous devons tout mettre en œuvre pour permettre la désescalade et éviter l'embrasement de la région : tous les civils doivent être protégés et le droit international respecté. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes RE, Dem, SOC, Écolo-NUPES, GDR-NUPES et LIOT, ainsi que sur quelques bancs du groupe LFI-NUPES.*) La diplomatie est à l'œuvre : le Président de la République a multiplié les échanges avec ses homologues, et, avec l'ensemble de nos diplomates, la ministre des affaires étrangères est pleinement mobilisée. Nous restons en contact très étroit avec nos partenaires dans la région : chacun doit mesurer les risques de la situation. Enfin, nous sommes vigilants dans notre pays : aucun acte, aucun propos antisémite ne sera toléré en France. (*Applaudissements sur tous les bancs.*) Nous ne laisserons passer aucun débordement, ni sur la voie publique, ni dans l'espace numérique :...

M. Jérôme Buisson. Ni dans l'hémicycle !

Mme Élisabeth Borne, Première ministrenotre cadre républicain est clair, il s'appliquera avec la plus grande fermeté à tous ceux qui, dans nos rues, nos écoles, nos universités, feraient de ce conflit un prétexte à l'antisémitisme. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, RN, LR, Dem, HOR et LIOT, ainsi que sur plusieurs bancs du groupe LFI-NUPES.*)

Je veux adresser un message à la communauté juive de notre pays, choquée, et dont je mesure l'angoisse : nous sommes avec vous. S'en prendre à vous, c'est s'en prendre à toute la République. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, LR, Dem et HOR, sur plusieurs bancs des groupes LFI-NUPES, SOC et GDR-NUPES et sur quelques bancs du groupe Écolo-NUPES.*) Dès samedi, le ministre de l'intérieur et des outre-mer a appelé tous les préfets et les forces de l'ordre à la vigilance. Avec le concours des militaires de l'opération Sentinelle, la protection des lieux sensibles a été renforcée. Enfin, nos services de renseignement travaillent activement à la détection des menaces afin de prévenir tout acte de violence.

Mesdames et messieurs les députés, je veux également être claire sur un point : la France a toujours été l'artisan de la paix, et elle le reste. Malgré l'horreur des événements, ces violences injustifiables ne doivent pas nous détourner de la recherche d'une paix durable au Moyen-Orient et d'une solution politique dans le conflit israélo-palestinien. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe RE.*) Le Hamas ne cherche pas à répondre à ces aspirations : il a démontré que son seul objectif était de faire couler le sang. Dans ce contexte, je n'ignore pas les interrogations sur notre aide humanitaire. Sachez qu'elle est versée à des organismes de l'ONU

sur place, qui agissent directement pour assurer l'accès à l'eau, la sécurité alimentaire, la santé ou l'éducation. Nous sommes particulièrement vigilants à ce que pas un euro d'aide française ne parvienne à une organisation terroriste, quelle qu'elle soit (M. Meyer Habib s'exclame) –...

Mme Anne-Laure Blin. Comme le fonds Marianne !

Mme Élisabeth Borne, Première ministreni à Gaza, ni ailleurs. (Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes RE et Dem, ainsi que sur quelques bancs du groupe Écolo-NUPES.)

M. Bruno Millienne. Très bien !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre . Israël, un pays ami et allié, vit un traumatisme terrible, qui nous replonge cinquante ans en arrière. Notre devoir est d'être aux côtés de la démocratie, de dénoncer sans relâche le terrorisme, de tout mettre en œuvre pour trouver le chemin de la paix grâce à la diplomatie. Ce chemin sera très long, mais nous ne pouvons pas baisser les bras : la France tiendra sa place et fera tout pour trouver une solution politique et mettre fin à ce conflit territorial qui dure depuis des décennies. Dans ces moments tragiques, je trouve choquant et désolant d'entendre des voix dissonantes, jusque sur les bancs de cet hémicycle : c'est par la cohésion nationale et la défense de nos valeurs républicaines que nous pourrons être à la hauteur. (Les députés des groupes RE, LR, Dem et HOR se lèvent et applaudissent vivement. – Quelques députés du groupe RN applaudissent également.)

Données clés

Auteur : [Mme Mathilde Panot](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1175

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Première ministre

Ministère attributaire : Première ministre

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 11 octobre 2023

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 11 octobre 2023